



Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. limitée
1^{er} juin 2005
Français
Original: anglais

Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

Quatorzième session

New York, 31 mai-3 juin 2005

Projet de rapport

Rapporteur : M. Mohamed El-Farnawany (Égypte)

Résumé du débat thématique

1. Le 1^{er} juin 2005, le Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud a organisé un débat thématique sur le rôle de la coopération Sud-Sud dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Le sujet a été abordé par le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales dans le discours liminaire qu'il a prononcé et par trois groupes d'experts. Le premier groupe a examiné le thème intitulé « Réduction de la pauvreté et de la faim : science, technologie et innovation »; le deuxième s'est penché sur les thèmes intitulés « Le VIH/sida », « La santé maternelle et infantile » et « Les femmes et les objectifs du Millénaire pour le développement »; le troisième groupe a abordé les thèmes intitulés « Eau et assainissement » et « Amélioration des conditions de vie dans les taudis ».

2. Se référant aux travaux de l'économiste argentin Raul Prebisch (dont l'oeuvre sans précédent a abouti à la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à la création du Groupe des 77 en 1964), le Secrétaire général adjoint a décrit le contexte de la coopération entre les pays en développement. L'historique des relations économiques dominées par les pays développés avait empêché les pays en développement de tisser entre eux les liens d'infrastructure élémentaires nécessaires à la croissance des échanges, à l'investissement et à la coopération technique. Depuis les années 50, une solution politique visant à remédier à cette situation avait été amorcée, dans laquelle les pays d'Amérique latine et des Caraïbes avaient joué un rôle phare. Malgré les crises économiques, ces initiatives s'étaient poursuivies avec le Groupe andin, la Communauté des Caraïbes et le Marché commun du Sud (MERCOSUR). Elles avaient abouti à l'augmentation des échanges commerciaux mais le processus demeurait fragile.



3. En Amérique latine, environ 15 % des échanges de la plupart des pays avaient lieu dans la région. Le commerce des produits manufacturés entre les pays en développement avait atteint près de 50 % de l'ensemble de leurs échanges mais si l'on tenait compte de l'orientation finale du marché, cette proportion était moins élevée. L'Afrique s'était laissée distancer par d'autres régions en développement pour ce qui était du commerce réciproque, notamment parce que la plupart des pays de la région étaient exportateurs de produits primaires vers les pays développés. Les produits manufacturés étaient à l'origine de la majeure partie de la croissance du commerce entre pays en développement.

4. Abordant la question des débouchés nouveaux qui se présentaient mais qui n'étaient pas largement reconnus, le Secrétaire général adjoint a évoqué les domaines de la finance et de la technologie. Le Fonds arabe, le « Fonds Plata » du Groupe andin et l'initiative Chang-Mai de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est plus la Chine, le Japon et la République de Corée (ASEAN+3) constituaient des exemples intéressants de coopération financière. Il s'agissait d'initiatives visant à créer des institutions et des mécanismes intégralement contrôlés et gérés par les pays en développement. Le Secrétaire général adjoint se réjouissait à la perspective qu'à l'avenir les banques régionales pourraient également être contrôlées et financées par les pays en développement.

5. La coopération technique entre pays en développement était en bonne voie mais la coopération en matière de technologie devenait également importante. De nombreux pays en développement disposaient de capacités technologiques avancées, notamment dans le domaine des biosciences. D'ailleurs, certains pays en développement étaient désormais dotés de capacités plus avancées que les pays développés.

6. Présentant les membres du groupe, le Secrétaire général adjoint et Conseiller spécial pour l'Afrique, animateur du débat, a déclaré qu'il importait de s'intéresser tout particulièrement à ce que les pays en développement pouvaient accomplir eux-mêmes et à ce que la communauté internationale devait faire pour appuyer leur action. Il a souligné qu'il convenait d'élaborer des politiques à même de répondre de façon intégrée aux préoccupations économiques et sociales.

7. Les deux orateurs qui présentaient le thème intitulé « Réduction de la pauvreté et de la faim : science, technologie et innovation » étaient Chandrika Bahadur, du Projet Objectifs du Millénaire, et Dato Yee-Cheong Lee, Président de la Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs.

8. M^{me} Bahadur a dit que la coopération Sud-Sud faisait partie intégrante de chaque objectif du Millénaire pour le développement. Le fait que certains pays en développement aient fait des progrès considérables sur la voie de la réalisation de ces objectifs laissait augurer d'excellentes possibilités de coopération. Il n'y avait pas de solution miracle permettant d'atteindre les objectifs; chaque cas de coopération devait être abordé en tenant compte des réalités du moment. Pour trouver la combinaison gagnante, il fallait se demander ce que chaque pays devait faire pour atteindre, d'ici à 2015, les objectifs du Millénaire pour le développement et prendre dès à présent les mesures nécessaires pour y parvenir. Il fallait également travailler au niveau de la collectivité pour déterminer les apports. Ceux qui n'avaient pas les moyens de payer les services nécessaires pour atteindre les objectifs ne devraient pas avoir à payer. L'échange Sud-Sud des données d'expérience et de l'information pouvait contribuer à l'élaboration de stratégies

nationales et, dans les cas où l'action régionale était nécessaire, la coopération pouvait prendre la forme d'une coopération technique et du financement de projets.

9. M. Lee a passé en revue les nombreuses initiatives Sud-Sud possibles et nécessaires pour atteindre les objectifs du Millénaire. La coopération Sud-Sud pouvait jouer un rôle dans tous les domaines, de la recherche à l'application de la technologie, de la formation du personnel à l'appui aux entrepreneurs. Le temps manquait pour se consacrer à la recherche scientifique fondamentale mais il fallait trouver la solution la mieux adaptée en toutes circonstances. Bâtir des infrastructures était un besoin essentiel que la coopération Sud-Sud pouvait satisfaire grâce à l'appui technique et au financement. M. Lee a fait observer que le Brésil, la Chine, l'Inde et le Mexique avaient accepté de financer 40 bourses d'études postdoctorales chacun par l'intermédiaire de l'Académie des sciences du Tiers monde.

10. Au cours du débat, le représentant du Brésil a dit que son gouvernement avait pour politique officielle de privilégier la réduction de la pauvreté. Il a évoqué plusieurs exemples d'action nationale et de coopération internationale réussies. En coopération avec l'Inde et l'Afrique du Sud, le Brésil avait lancé l'initiative IBSA visant à financer les mesures de lutte contre la pauvreté dans d'autres pays en développement. En coopération avec d'autres pays en développement, il entendait formuler des propositions concrètes qu'il soumettrait au deuxième Sommet du Sud qui se tiendrait prochainement à Doha (Qatar) du 12 au 16 juin. A l'échelle du pays, le Gouvernement avait mis en place quatre grands programmes de lutte contre la pauvreté. Le premier était le Programme « Faim zéro », qui visait à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté en créant des emplois et en générant des revenus. Le deuxième, exécuté conjointement avec des organisations non gouvernementales et des associations locales, complétait la nutrition des mères allaitantes. Le troisième programme assurait un revenu aux mères dont les enfants étaient scolarisés et avait permis d'atteindre un taux de scolarisation de 98 % dans l'enseignement primaire. Enfin, le Brésil disposait d'un programme efficace de lutte contre le VIH/sida. Ces quatre programmes servaient de modèle dans d'autres pays en développement. Pour transposer cette action à plus grande échelle en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, il fallait obtenir une aide financière.

11. Le Président de l'Université mondiale du commerce, située au Canada, a signalé que cette entité avait été créée au cours de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés comme un partenariat mondial entre le secteur public et le secteur privé en vue de contribuer à renforcer les capacités professionnelles dans le Sud aux fins de la promotion des échanges et des investissements entre pays en développement. Ses principaux bénéficiaires étaient des jeunes entrepreneurs et cadres commerciaux, notamment dans les pays les moins avancés. L'Université s'employait actuellement à établir des campus en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

12. Les trois membres du groupe chargé des thèmes « Le VIH/sida », « La santé maternelle et infantile » et « Les femmes et les objectifs du Millénaire pour le développement » étaient le docteur Josh Ruxin du Earth Institute et de la Mailman School of Public Health de Columbia University à New York, le docteur Allan Rosenfield, doyen de la Mailman School of Public Health, et Yassine Fall du Projet Objectifs du Millénaire. Ils se sont accordés à dire que si les mesures voulues

étaient prises et les capacités nécessaires renforcées, on pourrait mener immédiatement une action extrêmement salutaire.

13. Le docteur Ruxin a présenté une image d'une personne atteinte du sida, montrant la différence énorme qu'a engendrée le traitement aux antirétroviraux. Les photos sont diffusées sous forme d'affiche partout en Afrique, a-t-il dit, mais le patient présenté était Haïtien. Si le message d'espoir a traversé de nombreuses frontières, la réalité était différente d'un pays à l'autre. De nombreuses personnes continuent de mourir faute de traitement. L'accent mis sur l'abstinence comme moyen de lutte contre le sida, a-t-on souligné, a eu l'effet contraire à celui escompté. La coopération Sud-Sud pourrait offrir des solutions à ces questions sur le plan politique si l'on amène les gouvernements à axer leurs efforts sur les politiques nécessaires pour faire face aux réalités du moment, qui vont du prix et de la disponibilité des médicaments à la formation et à la rémunération du personnel médical.

14. Le docteur Rosenfield a indiqué que les pays occidentaux ont connu les taux de mortalité maternelle et néonatale enregistrés aujourd'hui dans des pays pauvres il y a un siècle. C'était grâce à des politiques hardies que les gouvernements ont pu les réduire. L'exemple du Sri Lanka, où trois décennies de politiques et de pratiques judicieuses ont permis d'enregistrer des taux de mortalité comparables à ceux des pays développés, illustre clairement ce qui pourrait être fait dans un pays en développement. L'orateur a relevé plusieurs organisations non gouvernementales menant des activités en Afghanistan et en Afrique subsaharienne qui mettaient en œuvre les enseignements tirés d'un pays à l'autre. Il n'y avait pas lieu d'inventer une nouvelle science; il fallait simplement tirer parti des connaissances existantes.

15. M^{me} Fall a déclaré que l'intérêt accordé aux médicaments dans la prévention des maladies ne devrait pas faire perdre de vue l'importance que revêtent une nutrition appropriée et la salubrité de l'eau pour la santé. Les décideurs devraient, lors de l'élaboration de toute stratégie visant à réduire les décès causés par les maladies et l'accouchement, tenir dûment compte de la situation dans chaque pays. Ils devraient veiller à ce que les indigents n'aient pas à payer des droits pour les soins médicaux. Les femmes enceintes et les mères allaitantes pauvres étaient les moins en mesure d'acquiescer de tels droits. L'intervenante a fait observer qu'il fallait prendre des mesures pour dédommager les pays africains pour la fuite des compétences, phénomène par lequel une bonne partie du personnel médical formé quitte son pays pour servir les populations riches des pays développés.

16. Au cours du débat qui a suivi les exposés, le Président du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud, l'Ambassadeur Eladio Loizaga, s'est demandé quel rôle particulier la coopération Sud-Sud pourrait jouer pour ce qui est d'améliorer la situation actuelle. Le représentant du Ghana a soulevé un certain nombre de questions allant dans le même sens. On leur a répondu que les pays en développement devraient définir des politiques judicieuses et dégager les ressources nécessaires pour assurer les soins médicaux. Pour le docteur Rosenfield, il s'agissait de décider que sauver la vie des femmes valait la peine. Il fallait, a-t-il fait remarquer, se pencher sur la question de la dette internationale des pays pauvres et amener le secteur privé à assurer les soins.

17. Roberto Lenton, du International Research Institute for Climate Prediction de Columbia University, Pietro Garau, du Département d'architecture de l'Université de Rome, et Salil Shetty, de la Campagne pour les objectifs du Millénaire pour le

développement, ont fait des exposés sur les thèmes « Eau et assainissement » et « Amélioration des conditions de vie dans les taudis ».

18. M. Lenton a souligné l'importance des politiques de tarification dans la prestation des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le principe selon lequel les pauvres ne devraient pas payer pour ces services semblait être évident mais en réalité ceux-ci payaient beaucoup plus que les couches nanties des pays en développement car ils étaient contraints de s'approvisionner auprès de fournisseurs privés. Les gouvernements et la société civile devaient trouver des solutions novatrices face à l'inadaptation des infrastructures. Ainsi, l'Afrique du Sud avait établi une politique visant à fournir gratuitement 20 litres d'eau à chaque personne par jour. Le Brésil avait adopté dans les années 80 une politique de développement communautaire des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les quartiers pauvres. Une organisation non gouvernementale indienne avait mis au point un système de toilette à chasse utilisé par 10 millions de personnes chaque jour. Au Ghana, une organisation non gouvernementale commercialisait des latrines à fosse aérées dites « VOP toilets » (Ventilated Indented Pit latrines) dans les localités qui ne disposaient pas d'installations sanitaires. Pour M. Garau, la coopération Sud-Sud offrait des possibilités considérables de progression par bonds sur les plans technique, financier et institutionnel. Il a indiqué que la population des villes dans les pays en développement ne cessait de s'accroître, d'où la nécessité de répondre aux besoins des nouveaux citoyens. M. Shetty a présenté les progrès réalisés dans la Campagne pour les objectifs du Millénaire pour le développement, qui avait été lancée par le Président Lula du Brésil au Forum social mondial en janvier 2005. Des organisations non gouvernementales d'une centaine de pays participaient à la Campagne dans le monde entier.

19. Pour conclure, l'animateur de la session a reconnu le lien évident entre la coopération Sud-Sud et les mesures nécessaires pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. De nombreux participants ont indiqué que le débat thématique se tenait à point nommé, compte tenu du deuxième Sommet Sud qui se tiendra à Doha en juin 2005 et du Sommet sur la suite donnée à la Déclaration du Millénaire qui se tiendra en septembre 2005.